

Le Hamas jusqu'en 2011

Le Hamas est fondé en 1987 par le Cheikh Ahmed Yassine en Palestine après la Première Intifada, aussi appelée la guerre des pierres. C'est l'acronyme de « *harakat al-muqāwma al-'islamiyya* » qui signifie « Mouvement de résistance islamique ». Avant sa création, les Frères Musulmans se développent dans la bande de Gaza à travers un large réseau de mosquées, d'institutions caritatives, d'écoles, de jardins d'enfants et autres organisations à vocations sociales dans le but d'instaurer un état palestinien gouverné par la Charia (les lois islamiques). Le cheikh Ahmed Yassine crée en 1973 le centre islamique « *al-Mujamma al islam* » avec pour objectif l'islamisation de la société palestinienne. Les activités du groupe se déclinent autour de projets religieux et dans une action sociale et communautaire qui leur permet de gagner en popularité. De nos jours, le Hamas occupe une place centrale dans la question palestinienne et la lutte contre Israël. Nous nous demanderons donc comment le Hamas, né comme mouvement de résistance islamique, est devenu entre 1987 et 2011 un acteur politique incontournable mais isolé de la cause palestinienne ? Nous nous intéresserons donc d'abord à la naissance du Hamas et de son idéologie fondatrice entre 1987 et 1993. La période de 1993 à 2006 met en lumière la confrontation avec l'OLP qui mène à la consolidation d'un mouvement politico-militaire. Enfin, entre 2006 et 2011, le Hamas prend le pouvoir à Gaza entre isolement, résistance et gouvernance.

I-Naissance du Hamas et de son idéologie fondatrice (1987-1993)

A- La Première Intifada et l'influence des frères musulmans

La Première Intifada se déclenche le 9 décembre 1987 dans la bande de Gaza à la suite d'un accident entre un camion israélien et un taxi palestinien. Elle débute par la grève des commerçants et par des barrages qui sont dressés un peu partout à Gaza et en Cisjordanie. Ensuite, l'insurrection prend de l'ampleur et s'organise autour d'une direction unifiée qui demande l'édification d'un Etat palestinien indépendant et du Hamas qui appelle à la lutte jusqu'à la disparition d'Israël. Le Hamas est officiellement créé le 14 décembre 1987, après la prise de décision de quelques uns des leaders palestiniens des Frères Musulmans (Ahmed Yassine, Abdelaziz al-Rantissi, Salah Shehadeh,...). Légèrement avant la création, les Frères Musulmans passent par un profond débat interne qui tourne autour de leur approche passive de l'occupation israélienne : certains poussent à un tournant politique dans le sens d'une résistance à l'occupation israélienne alors que ceux qui font partie de l'école classique des Frères Musulmans préfèrent « préparer les générations » à une bataille dont la date précise n'est toutefois pas encore fixée. Sur la bande de Gaza, les conditions de vie difficiles sont aggravées par l'occupation d'Israël (pauvreté et sentiment d'oppression et d'humiliation) déclenchent la révolte. Pour les Frères Musulmans, c'est la possibilité d'entrer dans la révolte et d'en assumer la direction à travers la création du Hamas.

B- La charte de 1988 ; un programme religieux et nationaliste

La charte est publiée le 18 août 1988 et concentre trente-six articles répartis dans cinq chapitres. Celle-ci présente l'idéologie du Hamas avec la libération de la Palestine et le refus d'un Etat israélien. « la lutte [contre eux] est très importante et très sérieuse » et appelle à la création « d'un Etat islamique en Palestine à la place d'Israël et des territoires palestiniens occupés » et à l'anéantissement et la disparition de l'Etat d'Israël. La charte prône un complotisme juif à travers un anti-sémitisme flagrant : « le plan sioniste n'a aucune limite; après la Palestine, ils (les Juifs) ambitionnent de s'étendre du Nil à l'Euphrate... plus loin encore, et ainsi de suite » (art.32). Le Hamas justifie le djihad et fait la promotion de sa vision d'une Palestine islamique : « Le Mouvement de résistance islamique considère que la terre de Palestine est un territoire islamique consacré aux futures générations musulmanes jusqu'au jour du Jugement. Le territoire, comme

aucune de ses parcelles, ne doit être dilapidé. Ni un seul pays arabe, ni tous les pays arabes, ni aucun roi ou président, ni aucune organisation, ni toutes les organisations, qu'elles soient palestiniennes ou arabes, n'ont le droit de faire cela. La Palestine est un territoire islamique consacré aux générations musulmanes jusqu'au jour du Jugement » (art.11). La Palestine est présentée comme une terre sacrée et indivisible de l'islam, que seule la lutte armée peut libérer. Tout compromis territorial ou politique est interdit. La lutte est un devoir religieux et le djihad est un moyen central pour libérer la Palestine, c'est à dire qui s'inscrit dans une logique de conflit permanent jusqu'à atteindre son but. La négociation est vue comme une forme de renoncement et les accords politiques comme des complots pour empêcher la libération de la Palestine. Le djihad est présenté comme un devoir religieux auquel tous les musulmans doivent participer : « Lorsque les ennemis prennent possession d'une terre musulmane, le djihad devient un devoir individuel pour tout musulman ».

C- Les premiers pas du mouvement dans la résistance et l'aide sociale

Le Hamas développe son programme social en s'inspirant du modèle des Frères musulmans en Égypte à travers des investissements dans le domaine social et humanitaire (création d'écoles, d'hôpitaux et d'associations caritatives pour venir en aide aux familles pauvres). Ces actions permettent au Hamas d'acquiescer et de renforcer sa légitimité populaire, fondée sur une proximité avec la population. L'OLP, créé en 1964, incarne la lutte du peuple palestinien. Elle est orientée vers la diplomatie et a pour objectif de créer un Etat palestinien par la négociation et la reconnaissance internationale. Cependant, une fatigue populaire et un sentiment d'abandon vis-à-vis de l'OLP commencent à apparaître car les négociations n'aboutissent à rien. Le Hamas au contraire naît dans les territoires occupés et construit sa légitimité sociale et communautaire en étant proche des populations. L'organisation participe à la lutte d'abord de manière non armée à travers des manifestations, des grèves et la distribution de tracts appelant à l'insurrection. C'est, pour eux, une manière de faire de la propagande pour obtenir des nouveaux adhérents au mouvement. L'action devient ensuite militarisée, comme le montre la charte qui fait du djihad un devoir religieux.

II- De la confrontation avec l'OLP à la consolidation d'un mouvement politico-militaire (1993-2006)

A- Opposition aux accords d'Oslo et montée en puissance armée

Les accords d'Oslo sont le résultat d'un ensemble de discussions menées en secret entre des négociateurs palestiniens et israéliens à Oslo en Norvège, le but étant de poser les premiers jalons d'une paix israélo-palestinienne et une autonomie palestinienne temporaire. Ceux-ci sont signés par Yasser Arafat (président de l'OLP) et Yitzhak Rabin (Premier Ministre d'Israël) sous les yeux de Bill Clinton (Président des USA). Les attentats-suicides de la part du Hamas se multiplient dans les années 1990. Le premier a lieu en 1994 en vue de faire obstacle aux accords d'Oslo : le 6 avril 1994 à Afula, dans le but de venger les martyrs du caveau des patriarches de Hebron. En effet, le 25 février 1994, un israélien tue 29 palestiniens et en blesse 125 autres pendant qu'ils faisaient leurs prières dans le lieu sacré. Les kamikazes souhaitent par leur martyre convaincre le monde du caractère de victime de la société palestinienne, mettre en lumière l'inégalité extrême des forces en présence qui justifierait le recours à une tactique aussi extrême, proclamer la différence de courage entre les deux peuples (les Israéliens ont peur de perdre des hommes, les Palestiniens sont indifférents à la mort), et surtout de « faire quelque chose » dans une situation où tout projet personnel est devenu presque impossible. A la suite de ces attentats-suicides, le Hamas est placé sur les listes d'organisations terroristes par l'UE en 2003.

B- Le rôle central pendant la seconde intifada (2000-2005)

La Seconde Intifada, aussi appelée Intifada al-Aqsa, désigne la période de violence israélo-palestinienne à partir de septembre 2000 jusqu'à environ février 2005. Après la venue du dirigeant du Likoud (parti politique israélien), Israël entreprend d'ériger un mur de séparation en Cisjordanie et dont le tracé empiète essentiellement sur le territoire palestinien. Cela met en colère les palestiniens et déclenche la Seconde Intifada. Les événements sont décrits par Israël comme une campagne de terrorisme palestinien, tandis qu'ils sont décrits par les Palestiniens comme une révolte contre l'occupation et la colonisation. Le Hamas lance une nouvelle campagne d'attentats-suicides et une sorte de rivalité avec le djihad islamique palestinien se met en place. Ainsi, les deux groupes revendiquent l'attentat de la pizzeria du 9 août 2001 à Jérusalem. Les brigades Izz al-Din al-Qassam représentent la branche armée du Hamas et est créée en 1991. Les membres de ces brigades commettent des attaques contre des cibles israéliennes, des attentats-suicides qui visent principalement des civils dans l'espace public (bus, restaurants,...) et des tirs de roquettes artisanales à partir de 2001 depuis la bande de Gaza vers le sud d'Israël. Le leader Ahmed Yassine est assassiné par l'armée israélienne le 22 mars 2004 après plusieurs tentatives d'assassinat à son encontre depuis juin 2003.

C- De la lutte armée à l'entrée dans le jeu politique

Le retrait israélien de Gaza en 2005 met en lumière un nouveau contexte stratégique du Hamas. En effet, l'armée israélienne, sous le commandement du Premier Ministre Ariel Sharon, se retire de la bande de Gaza en démantelant les colonies qui s'y trouvaient. Pour le Hamas, ce retrait représente une victoire symbolique dans la lutte contre Israël et renforce la popularité du mouvement auprès des palestiniens. En 2006 les élections législatives palestiniennes sont organisées afin de renouveler les sièges du conseil législatif palestinien. Les dernières élections avaient, jusqu'ici, eu lieu pour la dernière fois en 1996 pour cause de plusieurs repoussements en raison du conflit israélo-palestinien. Avant les élections, le Fatah (parti politique palestinien de l'OLP) possède 68/88 sièges et le Hamas aucun car le mouvement ne s'est pas présenté en 1996. Les élections démontrent une large victoire du Hamas qui obtient 74 des 132 sièges face au Fatah qui en récupère 45. La diminution du nombre de siège que récupère le Fatah s'explique par le fait que son incapacité à créer des institutions solides, à éradiquer la corruption et à améliorer la vie quotidienne, ainsi que sa collaboration avec l'État israélien a provoqué la perte de confiance des électeurs.

III- Le Hamas au pouvoir à Gaza : entre isolement, résistance et gouvernance (2006-2011)

A- La rupture avec le Fatah et la prise de contrôle de Gaza (2007)

Les élections de 2006 constituent un tournant majeur dans l'histoire politique du Hamas et de la Palestine puisqu'après celles-ci, des désaccords profonds apparaissent entre le Hamas et le Fatah : Le Fatah refuse de céder le contrôle des forces de sécurité. Israël, les États-Unis et l'UE boycottent le gouvernement Hamas, qu'ils considèrent comme une organisation terroriste, provoquant une situation économique et sécuritaire qui se dégrade. Alors que le conflit entre le Fatah et le Hamas débute, plusieurs affrontements armés éclatent entre les partisans des deux mouvements, dont la plupart se déroulent sur la bande de Gaza. Le Hamas lance une offensive sur le territoire entre le 12 et le 14 juin 2007 contre les attributs du pouvoir présidentiel de Mahmoud Abbas, en place depuis 2005, et plus généralement contre les forces du Fatah. Le mouvement islamique prend le contrôle des principaux axes routier de la bande de Gaza. Le 14 juin, le président Mahmoud Abbas annonce la dissolution du gouvernement d'union avec le Hamas et déclare l'état d'urgence et le Hamas prend, par la même occasion, le contrôle de Gaza pendant que le Fatah prend celui de la Cisjordanie.

B- Conflits avec Israël et conséquences du blocus

Après la prise de contrôle de Gaza par le Hamas en juin 2007, Israël impose un blocus sur le territoire, avec l'appui de l'Égypte. En effet, quand le Hamas prend le contrôle de la bande de Gaza, l'Égypte et Israël ferment leurs postes-frontières avec Gaza, car les forces du Fatah et de l'Autorité palestinienne ont dû fuir la bande de Gaza et ne peuvent plus y assurer la sécurité. De ce fait, l'Égypte craint que le contrôle du Hamas sur Gaza n'y accroisse l'influence iranienne (qui finance le Hamas) et souhaite y empêcher l'import d'armes. La guerre de Gaza, aussi appelée opération Plomb Durci débute le 27 décembre 2008 et prend fin le 18 janvier 2009. L'opération se déroule en trois phases. La première phase, qui débute le 27 décembre 2008, prend la forme de bombardements aériens. Israël lance une vaste campagne de bombardements sur Gaza et cible les infrastructures du Hamas, les bâtiments gouvernementaux, les tunnels de contrebande, les postes de police... Dès les premiers jours, des centaines de morts palestiniens sont recensés, dont de nombreux civils. La seconde phase marque le début de l'offensive terrestre. Le 3 janvier 2009, l'armée israélienne entre dans Gaza avec des chars et des troupes au sol. Les combats sont violents, notamment dans les quartiers densément peuplés, provoquant de nombreux décès supplémentaires. Le Hamas et d'autres groupes armés résistent par des tirs de roquettes et des affrontements urbains. Enfin, l'opération prend fin le 18 janvier 2009 par Israël qui déclare un cessez-le-feu unilatéral, suivi quelques heures plus tard par le Hamas. Les forces israéliennes se retirent de Gaza peu après.

C- Tentatives de légitimation et repositionnement politique (jusqu'en 2011)

À partir de 2009, plusieurs cycles de négociations inter-palestiniennes, menés notamment par l'Égypte, visent à réconcilier le Hamas et le Fatah. Le président palestinien, Mahmoud Abbas, à la tête du Fatah, et le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, signent le 4 mai 2011 un accord de réconciliation. L'accord met un terme à la division entre la Cisjordanie et la bande de Gaza et ouvre la voie à de nouvelles élections. Israël voit dans cet accord un renforcement du pouvoir du Hamas et le Premier ministre du pays, Banyamin Nétanyahou qualifie cet accord de « coup dur pour la paix et une grande victoire pour le terrorisme ». Cet accord, même s'il reste partiellement appliqué, marque une reconnaissance implicite de la nécessité d'unité nationale et une tentative de rendre le Hamas plus fréquentable politiquement. Après 2009, le Hamas entretient des liens étroits avec la Syrie et l'Iran, qui lui assurent un appui financier et militaire. L'émergence des Printemps Arabes en 2011 marque la chute du régime de Moubarak en Égypte en février et la montée des Frères musulmans égyptiens qui renforcent le pouvoir du Hamas. A l'internationale, le mouvement tente de corriger son image auprès des opinions publiques occidentales, notamment par des entretiens médiatisés présentant le Hamas comme un acteur rationnel et modéré, le but étant de redorer l'image du mouvement.

Pour conclure, le Hamas s'impose petit à petit, entre 1987 et 2011, comme un puissant acteur régional. Né d'un mouvement religieux avec pour objectif la lutte palestinienne, il devient rapidement une force politique dominante. Cependant, les manières que le Hamas utilise pour sa lutte (attentats-suicides notamment) fragilise sa légitimité et le force à trouver d'autres moyens pour s'imposer comme le mouvement le plus légitime pour défendre la cause palestinienne.